



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 152

## **Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. André Vallerand  
Ministre du Revenu**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1994**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Dans le cadre du plan d'action annoncé par le gouvernement en vue d'enrayer le commerce illégal des produits du tabac et afin de donner suite au bulletin d'information 94-2 publié par le ministère des Finances le 8 février 1994, ce projet de loi modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de réduire l'impôt exigible lors de la vente des produits du tabac.*

*Le projet prévoit également des dispositions propres à maintenir l'effet dissuasif des amendes et des pénalités qui sont basées sur le taux de l'impôt sur le tabac.*

# Projet de loi 152

## Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC

**1.** 1. L'article 8 de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), modifié par l'article 7 du chapitre 79 des lois de 1993, est remplacé par le suivant:

«**8.** Toute personne doit, lors d'une vente en détail de tabac au Québec, payer un impôt de consommation du tabac égal à:

*a)* 0,0138 \$ par cigarette;

*b)* 0,0058 \$ par gramme de tout tabac en vrac;

*b.1)* 0,0029 \$ par gramme de tout tabac en feuilles;

*c)* 50 % du prix de vente en détail de chaque cigare;

*d)* 0,0147 \$ par gramme de tout tabac autre que des cigarettes, du tabac en vrac, du tabac en feuilles et des cigares. ».

**2.** Le présent article a effet depuis le 9 février 1994. Toutefois, un vendeur en détail ou un agent-percepteur a droit à un remboursement à l'égard du tabac qu'il a en stock à vingt-quatre heures le 8 février 1994 si, pour ce tabac en stock, à la fois:

*a)* il a payé un montant égal à l'impôt sur le tabac calculé aux taux en vigueur le 8 février 1994, sans être remboursé de quelque manière que ce soit par son vendeur;

*b)* il a perçu l'impôt sur le tabac ou le montant égal à l'impôt sur le tabac calculé aux taux en vigueur le 9 février 1994;

c) il effectue une demande de remboursement au moyen du formulaire prescrit contenant les renseignements prescrits qu'il produit au ministre avant le 2 août 1994.

Le remboursement auquel a droit le vendeur en détail ou l'agent-percepteur visé au premier alinéa est égal à l'excédent du montant égal à l'impôt sur le tabac qu'il a payé à l'égard du tabac y visé sur l'impôt sur le tabac ou le montant égal à l'impôt sur le tabac qu'il a perçu à l'égard de celui-ci.

Le tabac en stock d'un vendeur en détail ou d'un agent-percepteur ne comprend pas le tabac vendu mais non livré qu'il a en sa possession à vingt-quatre heures le 8 février 1994.

**2.** L'article 13.2 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La personne qui, contrairement au premier alinéa, vend, livre ou fait en sorte que soit livré hors du Québec du tabac dont le paquet est identifié conformément à l'article 13.1, doit payer au ministre une pénalité égale au montant de l'impôt qui aurait été payable en vertu de l'article 8, le 8 février 1994, si le tabac avait été vendu en détail au Québec à cette date. ».

**3.** L'article 14.2 de cette loi, modifié par l'article 22 du chapitre 79 des lois de 1993, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« **14.2** Commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins le plus élevé du montant de 2 000 \$ ou du triple de l'impôt qui aurait été payable, le 8 février 1994, en vertu de la présente loi sur le tabac faisant l'objet de cette infraction si ce tabac avait été vendu en détail au Québec à cette date, et d'au plus 500 000 \$ ou, malgré l'article 231 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1), à la fois de cette amende et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, toute personne : ».

**4.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).